

Séminaire de Master, Doctorat et Recherches UFR TES,
Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis

2015-2016

« Mais que veut donc le peuple ? »
Les dynamiques et inégalités socioéco-
nomiques et spatiales dans leurs rap-
ports aux soulèvements au Maghreb &
Moyen-Orient



Séminaire organisé par :

Habib Ayeb (Université Paris 8)

François Ireton (CNRS)

Vincent Battesti (CNRS)

Le séminaire aura lieu deux fois par mois le mercredi de 15h à 18h à l'Université de Paris 8 Vincennes à Saint-Denis (bâtiment D, salle D008, rez-de-chaussée ; station de Métro "Saint Denis-Université", terminus de la ligne 13).

Parmi les slogans, revendications et mots d'ordre qui ont fleuri durant les contestations et soulèvements qu'ont connus certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient durant les années 2011-2015 (à ne considérer que la période inaugurée par la chute de la dictature en Tunisie et en Égypte), nombre d'entre eux (le « pain », la justice sociale, la dignité) concernaient la structure sociale et ses inégalités en leurs différentes dimensions (rapports sociaux économiques de production et de répartition des revenus et des ressources, rapports sociaux de genre, accès aux biens et services publics en matière de santé, d'éducation et autres, etc.). Or ces aspects économiques et sociaux, à propos desquels des revendications, mobilisations et grèves sectorielles et épisodiques avaient souvent devancé le déclenchement des soulèvements de 2011, ont nettement moins retenu l'attention, dans les médias comme dans les travaux de sciences sociales, que les aspects proprement politiques — certes fondamentaux — des soulèvements (évolution des rapports de forces politiques) et des revendications (demande de démocratie, d'un État de droit, de respect des libertés individuelles et publiques et de démission des dirigeants).

Le séminaire « *Les révolutions en Tunisie et en Égypte : et si on parlait d'autres choses...* » (année académique 2014-2015 - douze séances et deux journées de clôture) s'est consacré à ces deux pays d'où est « parti » le processus révolutionnaire. L'idée avait été d'explorer les « causes » sociales et économiques qui étaient en partie à l'origine de ce processus et d'examiner comment celui-ci avait été vécu. La ressemblance étonnante du déroulement des événements dans les deux pays, au moins jusqu'à la fin juin 2013, justifiait ce choix et offrait un « cadre » pour une démarche comparative visant à mettre en relief ce qui relève des réalités et des conditions locales et ce qui relève des dynamiques globales. Les riches et pertinentes contributions des intervenant(e)s ont, à chaque fois, provoqué des débats tout aussi enrichissants qui ont permis de mieux saisir certaines réalités locales et de discuter les analyses proposées.

Le bilan positif de cette première année du séminaire nous incite à le prolonger pour l'année académique qui vient (2015-2016), tout en l'élargissant spatialement à l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient qui ont connu des processus similaires et, thématiquement, aux dynamiques des inégalités socio-économiques et spatiales. Ainsi, nous proposons d'élargir les analyses et le débat autour du thème suivant : « *Dynamiques et inégalités socioéconomiques et spatiales et soulèvements au Maghreb et au Moyen-Orient* ».

Lors des soulèvements récents (et même là où la contestation n'a pu s'exprimer ouvertement), les structures économiques et sociales ont été stigmatisées pour leur caractère inégalitaire, voire discriminatoire, et perçues et jugées explicitement comme injustes par les manifestants et des fractions importantes de « l'opinion publique » non directement mobilisée. Ce séminaire veut — en réaction à cette tendance à la focalisation sur les *seuls* aspects politiques, qui reflète en partie les priorités des acteurs prééminents des soulèvements — présenter, en une douzaine de séances de trois heures et deux journées finales, des descriptions fines et contextualisées et des analyses, explicitement fondées en théories, des dynamiques inégalitaires récentes (avant, pendant et après les soulèvements — quand il y en eut et sans préjuger de leur reprise éventuelle) de certains aspects précis de ces structures socioéconomiques et spatiales.

Dans l'analyse de l'évolution de ces structures, l'on tentera de démêler les différents facteurs, contraintes et processus à l'œuvre dans la production-reproduction des inégalités qui les caractérisent, parmi lesquels — bien évidemment mais pas exclusivement — le poids des politiques économiques et sociales menées par les régimes qui ont fait l'objet de contestations, exprimées en termes d'injustices sociales par les différents groupes sociaux parties prenantes des événements. Le politique n'est donc nullement évacué des préoccupations du séminaire, mais il ne sera pas considéré — comme il le fut souvent par les acteurs des événements — dans une relation simple de cause à effet, même s'il est largement intriqué avec l'ensemble des facteurs ayant déterminé les évolutions économiques et sociales inégalitaires récentes considérées.

L'accent sera donc mis dans ce séminaire sur les inégalités, leurs « croisements », leurs systèmes et leurs dynamiques, ceci dans les différents domaines de la vie sociale des pays arabes : inégalités (a) de ressources, de conditions, d'accès, de chances, de statut ou de « capacités », (b) dans les domaines économiques (revenus, emploi, allocation spatiale des – et accès local aux – ressources...), dans ceux de la santé, de l'éducation, etc., (c) entre catégories socioprofessionnelles (CSP) bien sûr, mais aussi de genre, ethniques, et entre entités spatiales (différentes régions dans un même pays ou quartiers dans une même ville). On insistera sur les inégalités liées, formant « système », ainsi que sur les inégalités croisées qui rendent compte de l'existence de populations particulièrement défavorisées, marginalisées, voire stigmatisées (par exemple, en croisant genre, CSP, ethnie et région : les femmes ouvrières agricoles d'origines étrangères — minorités « visibles » ou « invisibles » — dans une région périphérique).

Si les inégalités de genre sont souvent évoquées s'agissant des pays arabes, une certaine vulgate – qui s'explique en partie par des problèmes techniques de mesure des inégalités de revenus – veut que les inégalités économiques, elles, y soient modérées (de « type asiatique », par contraste avec le « type latino-américain ») ; or des travaux récents, renouvelant la méthodologie de leur mesure, ont remis en question cette vulgate (ceux de Alvaredo et Piketty sur le Moyen Orient et l'Égypte en particulier, par exemple). Nous tenterons de faire le point sur ce débat et d'explorer la dynamique de ces inégalités durant les vingt-cinq dernières années, en restituant leur véritable ampleur. Les inégalités sociales devant la santé et l'éducation, quant à elles, sont globalement peu explorées dans les pays arabes, mais quelques travaux approfondis et novateurs ont été effectués dans ces domaines, concernant en particulier le Maroc, dont leurs auteurs rendront compte. Tout en se focalisant essentiellement sur les résultats empiriques de ces recherches sur les inégalités et leurs facteurs explicatifs, l'on ne négligera pas d'aborder, de manière le moins technique possible, les méthodes employées pour les mesurer et les théories qui forment le cadre de leur explication, de manière à montrer les difficultés concrètes (techniques, institutionnelles et politiques) qui concernent les recherches sur ces phénomènes cruciaux dans les pays arabes. Une séance sera consacrée à une description comparée des niveaux actuels et évolutions récentes des inégalités économiques, de santé et d'éducation dans les différents pays arabes, ceci sur la base de l'Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), mis au point récemment par le PNUD.

Par ailleurs, à côté de cette thématique majeure des inégalités, pour être en prise sur une actualité agitée tout en maintenant le nécessaire recul analytique, certaines autres séances du séminaire tenteront d'apporter des éclairages partiels sur les transformations brutales des structures socio-économiques et démographiques des pays arabes qui connaissent actuellement des conflits internes extrêmement violents, tels la Syrie, l'Irak, le Yémen et la Libye ; ceci bien que les conditions matérielles et politiques qui y règnent rendent difficiles la description et l'analyse de ces bouleversements structurels qui auront, quoiqu'il arrive, un impact durable sur l'avenir de ces pays.

Calendrier du premier semestre 2015-2016 (les cinq premières séances)

Mercredi 14 octobre 2015

- Présentation générale du séminaire par les organisateurs
- **Habib Ayeb : *Soixante ans de politiques agricoles en Tunisie : origines et dynamiques des processus de dépossession des petites paysanneries tunisiennes.***

Habib Ayeb est géographe, enseignant-chercheur au Département de géographie, Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis, laboratoire Mosaïques, UMR LAVUE - ex-GECKO.

Mercredi 28 octobre 2015

Omar Bessaoud : *Agriculture, paysannerie et monde rural en Algérie à l'épreuve des politiques libérales (1990- 2015).*

Omar BESSAOUD est économiste, administrateur scientifique et enseignant-chercheur au CIHEAM-IAM à Montpellier.

Mercredi 18 novembre 2015

Virginie Collombier : *Compétition, négociation et exclusion dans la Libye post-Qadhafi.*

Virginie Collombier est politologue, chercheuse au Centre Robert Schuman - Institut universitaire européen à Florence, et au Norwegian Peacebuilding Resource Center (NOREF) à Oslo.

Mercredi 2 décembre 2015

François Ireton : *L'évolution des inégalités sociales (économiques, d'éducation et de santé) dans les pays arabes : sources, mesures, analyses des situations actuelles et des tendances récentes (1980-2012).*

François Ireton est socio-économiste, ingénieur d'étude (retraité) au CNRS.

Mercredi 16 décembre 2015

Éric Verdeil : *Luttés sociales au prisme d'une écologie politique urbaine. Le cas de l'énergie : Liban, Jordanie et Tunisie.*

Éric Verdeil est géographe, spécialiste de géographie urbaine, chercheur au CNRS, UMR Environnement ville société (Lyon) et chargé d'enseignement à l'Institut des sciences politiques (Paris).